

RSF appelle à la libération et l'acquittement de quatre journalistes au Burundi

rib News, 05.05.20 BURUNDI RSF réclame la libération immédiate et sans condition des quatre journalistes détenus au Burundi. Alors que s'ouvre ce mercredi le procès en appel des quatre journalistes burundais arbitrairement emprisonnés depuis plus de six mois, Reporters sans frontières (RSF) exhorte les autorités à prononcer leur libération immédiate et l'abandon total des charges qui pèsent contre ces reporters qui n'ont rien à faire en prison.

Il y a eu beaucoup de larmes, mais la rédaction n'est pas découragée. C'est un devoir de garder la flamme de l'information allumée, confie un des cadres de Iwacu qui espère que le procès en appel qui s'ouvre ce jour permettra à ses collègues Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Thérèse Mpozenzi et Egide Harerimana de retrouver la liberté après plus de six mois passés derrière les barreaux. Les quatre journalistes ont été arrêtés le 22 octobre 2019 alors qu'ils étaient venus couvrir une attaque surprise d'un groupe de rebelles burundais basés dans l'est du pays. Accusés de complicité avec les assaillants, les journalistes n'ont pourtant eu aucun lien avec eux comme l'avait clairement démontré leur procès en première instance. En vain, le 30 janvier dernier, les quatre reporters ont été condamnés à deux ans et demi de prison ferme et un million de francs burundais (482 euros) d'amende chacun pour tentative de complicité atteinte à la sécurité de l'état. Si la justice se base sur les faits et dit le contraire, l'acquittement de ces quatre journalistes est la seule issue possible de ce procès en appel, estime Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF. Ils n'ont fait que leur métier en allant couvrir un sujet qui aurait amené n'importe quelle rédaction du monde à envoyer une équipe de reporters sur le terrain. Nous exhortons les autorités à les libérer et à abandonner les charges qui pèsent contre eux. Ces journalistes, comme l'ensemble de la presse du Burundi, devraient pouvoir aborder tous les sujets, y compris les plus sensibles, sans crainte de représailles à l'approche de l'élection présidentielle du 20 mai. L'accès à une information libre, indépendante et critique est une condition indispensable à la tenue d'un scrutin crédible et transparent. La pétition lancée par RSF pour demander leur libération a déjà recueilli de 7000 signatures depuis le début de l'année. Le journal Iwacu, l'un des derniers bastions de la presse libre et indépendante au Burundi, est régulièrement visé par les autorités, son site internet bloqué et ses journalistes continuellement menacés dans le cadre de leur travail. Un député a récemment menacé de démissionner après la publication de cet article qui lui avait déplu. Un des journalistes les plus connus de Iwacu, Jean Bigirimana, enlevé en juillet 2016 est porté disparu depuis. Iwacu n'est pas le seul média sous pression. Deux grands radios internationales, la BBC et VOA ont été suspendues indépendamment de manière complètement arbitraire. Le verrouillage du paysage médiatique est tel que RSF avait alerté sur le risque de disparition de toute forme de journalisme indépendant à l'approche de l'élection présidentielle prévue le 20 mai 2020. Depuis 2015, le Burundi a perdu 15 places dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF. Le pays occupe aujourd'hui la 160e position sur 180.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});